

CONVENTION DE PARTENARIAT

DANS LE CADRE DU PLAN DE RELANCE

COFIL « Plateformes numériques »

ENTRE LES SOUSSIGNES :

France Université Numérique,

Groupe d'Intérêt Public (GIP) dont le siège social est 61 bis rue de la Glacière, 75 013
PARIS, représenté par sa Directrice, Catherine MONGENET,

Ci-après dénommé « FUN »,

De première part,

ET

Avignon Université,

74 rue Louis Pasteur,

84 029 Avignon cedex 1

Représenté par son Président Philippe ELLERKAMP

Ci-après dénommée « l'établissement », ou « AU »

De seconde part,

Ensemble ci-après désignés « les Parties »,

VU le Code de l'éducation ;

VU le Code de la commande publique ;

VU l'arrêté du 10 septembre 2020 portant approbation de la prorogation et des modifications de la convention constitutive du groupe France Université Numérique (FUN), en particulier son annexe, par laquelle les pouvoirs publics ont confié à l'opérateur public FUN la mission de contribuer « à l'expérimentation et l'étude des pratiques pédagogiques, et au développement des technologies au service de l'apprentissage » ;

VU la convention d'objectifs et de moyens (COM) notifiée à FUN le 15 avril 2021, par laquelle le Ministère donne pour objectif au GIP de contribuer à la mise en place d'un écosystème numérique d'apprentissage (ENA) ;

VU les résultats de l'enquête diligentée par le COFIL « Plateformes Numériques » et menée par les associations A-DSI et VP-Num, restituée au COFIL « Plateformes Numériques » le 17 juin 2021 ;

VU l'avis du COFIL « Plateformes Numériques » du 18 novembre 2021, validant le lancement d'un projet de « tableau de bord pédagogique » ;

PREAMBULE :

En préalable, il a été exposé ce qui suit.

Par convention d'objectifs et de moyens signée entre le Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI) et France Université Numérique (FUN), le MESRI a confié à FUN la responsabilité du développement de solutions numériques, parmi lesquelles « *des services numériques mutualisés qui pourraient venir en appui des dispositifs qui existent au sein des établissements* ».

L'enquête « *Expression des besoins numériques ESR 2021* »¹ menée par les associations VP-Num et A-DSI à la demande du comité de pilotage mis en place auprès du GIP FUN (ci-après « COPIL Plateformes Numériques ») a fait apparaître que parmi « *les priorités des établissements en termes de "développement" ressortent principalement des learning analytics (LA)* ».

Dans ce cadre, un groupe de travail a été coordonné par un représentant de l'association des VP-Num aux fins d'établir une expression des besoins. Les conclusions des différentes séances de ce groupe de travail ont permis de consolider le besoin, l'état des lieux des initiatives existantes, et de proposer des actions au Comité de pilotage « Plateformes Numériques » en mobilisant les financements alloués par le MESRI à FUN.

C'est dans ce cadre que les parties se sont rapprochées, aux fins de co-construire la solution logicielle mutualisée attendue, en mettant notamment à contribution les ressources en développement de l'établissement et des partenaires.

Il est précisé que la présente convention est conclue en application des dispositions de l'article L2511-1 du Code de la commande publique (quasi-régie, pour le cas d'un établissement membre de FUN).

Il est précisé que la présente convention est conclue en application des dispositions de l'article L2511-6 du Code de la commande publique (coopération entre pouvoirs adjudicateurs, pour le cas d'un établissement non-membre de FUN).

Ceci ayant été exposé, il a été conclu ce qui suit.

Article 1 - Objet de la convention

La présente convention s'inscrit dans un projet de co-construction visant à mettre à disposition de la communauté de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation une solution logicielle permettant la restitution d'indicateurs, pédagogiques notamment, dans un tableau de bord pouvant être intégré dans une plateforme d'apprentissage (*learning management system* LMS, ci-après « projet de tableau de bord pédagogique » ou TdBP).

La présente convention a pour objet de définir les droits et obligations respectives des parties dans le cadre de la réalisation du projet de tableau de bord pédagogique.

¹ 77 réponses (60 universités et 17 écoles ou instituts)

Article 2 - Organisation

La **Direction du projet** est assurée par FUN, en sa qualité de maître d'ouvrage. Il est précisé qu'en application de la COM susvisée signée par le MESRI et FUN, le groupement a notamment pour obligation contractuelle la bonne réalisation technique des développements, ainsi que la responsabilité de la disponibilité des plateformes.

La Direction du projet associe étroitement les établissements contributeurs, ainsi que toute structure représentée au COPIL « Plateformes Numériques » souhaitant y contribuer, au sein d'un **Comité de pilotage du projet**.

Le(s) périmètres fonctionnel(s) et les livrables associés seront définis et actualisés en Comité de pilotage du projet :

Un groupe de travail fonctionnel, coordonné par Avignon Université, se réunira autant que de besoin pour déterminer :

- les indicateurs partagés permettant la mise en place d'un TdBP générique ;
- des indicateurs optionnels, que les établissements pourraient intégrer dans leur TdBP ;
- les ressources et processus à produire pour accompagner les étudiants et enseignants dans l'usage de ce TdBP ;
- la définition des dispositions réglementaires à intégrer pour répondre aux enjeux de protection des données dès sa conception (*privacy by design*) ;
- les travaux spécifiques à mener pour optimiser l'ergonomie de l'application.

Un groupe de travail technique, coordonné par FUN, se réunira autant que de besoin pour déterminer notamment :

- La solution logicielle de TdBP à concevoir, qui doit répondre aux besoins des établissements, tout en répondant en particulier aux exigences techniques suivantes :
 - o être indépendante du LMS utilisé ;
 - o utiliser des interfaces de programmation (*API - application programming interface*) permettant la compatibilité entre composants de l'architecture équivalents et l'intégration à d'autres projets plus vastes de *learning analytics* (GAIA-X / DASES, Plateforme des Données de l'Education du PEPR, ...) ;
- Des recommandations d'infrastructures utiles à l'hébergement du produit du projet par les établissements qui souhaiteraient s'en équiper (mode de déploiement sur site, dit *on premise*) ou le proposer à d'autres suivant la logique de mutualisation recherchée par le MESRI (mode de fourniture d'application dans le cloud dit *SaaS - Software as a Service*).

Article 3 - Engagements communs

La construction de cette solution s'appuie sur la capitalisation des savoir-faire des parties, notamment pour la conception de composants de solutions logicielles.

L'établissement et les différents partenaires du projet s'engagent mutuellement à coopérer sur ce projet. Ils s'engagent à faire, au sein des comités et groupes de travail utiles, des

points réguliers sur l'avancement du projet et à mettre en œuvre les actions restantes pour garantir le bon achèvement du projet.

Ils s'engagent au respect de l'ensemble des dispositions de la présente convention.

Article 4 - Engagements de l'établissement

L'établissement s'engage à intégrer le comité de pilotage du projet en y impliquant sa gouvernance à un niveau suffisant pour préparer les décisions stratégiques.

L'établissement s'engage, sauf situation exceptionnelle, à une représentation identique à chaque comité de pilotage.

L'établissement a en charge la réalisation des livrables attendus (documentation, développements...) dont la liste sera validée en comité de pilotage selon le calendrier arrêté conjointement. Un document formalise ces éléments. La Direction du projet, assurant la maîtrise d'ouvrage, s'assurera avec le GT technique de la faisabilité, de la planification et de la réalisation des éléments attendus.

L'objectif de l'établissement est de réaliser ce(s) périmètre(s) fonctionnel(s) et les livrables associés en respectant le cadre du projet partagé, les méthodologies retenues conjointement avec la gouvernance du projet et l'équipe projet dont les établissements co-constructeurs font partie.

La Direction du projet ou l'établissement peut à tout moment être amené à demander des changements dans la composition des équipes, dans les cas où celles-ci ne seraient pas en parfaite adéquation avec les besoins. La validation finale des profils qui composent les équipes revient à la Direction du projet.

L'établissement s'engage également à maintenir son niveau de mobilisation dans le projet jusqu'à la fin de la réalisation du (des) périmètre(s) fonctionnel(s) et des livrables associés précités. Cette fin sera déterminée par :

- le constat par les établissements pilotes d'un niveau de fonctionnement satisfaisant du (des) périmètre(s) fonctionnel(s) et des livrables associés réalisés ;
- le transfert de compétence à l'équipe chargée de la maintenance des éléments produits, le cas échéant.

Article 5 - Durée

La durée de la présente convention correspond à la durée de financement du projet. La présente convention entre en vigueur à compter du 18 novembre 2021, date du lancement du projet de tableau de bord pédagogique par le comité de pilotage « Plateformes Numériques », et jusqu'au 31 août 2023, date la fin d'éligibilité des dépenses.

Du fait des engagements des parties en termes de propriété intellectuelle (cf. article 12), chaque établissement pourra, en autonomie ou sous l'égide d'une structure de mutualisation, poursuivre et/ou réorienter la démarche du projet ainsi que les développements réalisés.

Article 6 - Contributions financières

La réalisation du (des) périmètre(s) fonctionnel(s) et des livrables associés par l'établissement fait l'objet d'une compensation financière. Cette rétribution est dépendante du respect des engagements de la présente convention.

La compensation financière correspond :

- au coût chargé des personnes travaillant sur le projet de co-construction établi conjointement entre les initiateurs du projet et l'établissement co-constructeur, à savoir :

Thierry SPRIET, 0,4 etp, coût chargé annuel 135.000€

Odile BESSON, 0,5 etp, coût chargé annuel 73.800€

Clémentine POUDEVIGNE, 0,2 etp, coût chargé annuel 40.400€

Thierry VALET, 0,05 etp, coût chargé annuel 126.533€

soit pour un total de 157.900 € sur les 18 mois du projet.

- auquel s'ajoute le coût environné pour chaque personne travaillant sur le projet de co-construction établi conjointement entre les initiateurs du projet et l'établissement co-constructeur.

Le coût environné représente les coûts liés aux postes de travail et aux locaux. Il est défini sur la base d'un pourcentage par jour travaillé et par personne, à savoir 8% du coût chargé susmentionné.

L'établissement adresse une facture semestrielle à FUN des coûts chargés et des coûts environnés à rembourser, précisant les actions ou livrables visés par la facturation et un décompte nominatif des ETPT mobilisés.

Tous les autres coûts exceptionnels sont soumis à la validation de la Direction du projet. Aucuns frais de gestion liés à la présente convention ne sauraient être imputés à l'une ou l'autre des parties.

Article 7 - Moyens humains

7.1. Gestion du personnel

La gestion administrative du personnel propre à l'établissement qui participe à la réalisation du projet reste à la charge dudit établissement.

Les agents titulaires ou contractuels, restent placés sous l'autorité hiérarchique de leur établissement et sous l'autorité fonctionnelle de la Direction du projet commun, durant le temps de leur participation à la réalisation du projet.

L'établissement sera amené à rendre des comptes à la Direction du projet sur le temps de travail de ses agents participant à la réalisation du projet.

7.2. Accueil de personnel

Dans le cadre de la réalisation du projet, et eu égard au contexte sanitaire à la date de la signature de la présente convention, l'ensemble des échanges seront réalisés à distance.

Dans l'hypothèse où, pour la bonne réalisation du projet, une réunion devait réunir tout ou partie des contributeurs, les frais de mission nécessaires à la bonne réalisation du projet (déplacement et hébergement) feraient l'objet d'une refacturation semestrielle spécifique à FUN sur la base du nombre de déplacements réalisés. C'est la réglementation votée par le Conseil d'administration de l'établissement qui s'applique pour le calcul des frais de mission à refacturer. Toutefois, toute demande dérogatoire, et en particulier l'utilisation de l'avion comme moyen de transport, devra faire l'objet par l'établissement d'une demande d'autorisation préalable à la commande à FUN. Les pièces justificatives des déplacements sont conservées par l'établissement.

Tous les autres coûts exceptionnels non énumérés ci-dessus sont soumis à la validation de la Direction du projet avant engagement. En l'absence d'accord préalable de la Direction du projet, FUN se réserve la possibilité de ne pas procéder au remboursement de ces dépenses exceptionnelles.

Le personnel accueilli devra se conformer au règlement intérieur de l'établissement qui l'accueille. Chacune des parties continue d'assumer à l'égard de son personnel toutes les obligations sociales, fiscales et hiérarchiques de l'employeur.

Chacune des parties assure la couverture de ses personnels en matière d'accident du travail, sans préjudice de recours contre des tiers responsables.

Article 8 - Organisation de la collaboration

L'établissement est représenté au sein du comité de pilotage du projet.

En fonction de son investissement dans le cadre du projet, validé en comité de pilotage et par la Direction du projet, l'établissement est représenté au sein du groupe de travail fonctionnel et/ou du groupe de travail technique.

En lien avec la méthodologie projet mise en œuvre, le suivi opérationnel sera défini avec chaque établissement co-constructeur. L'avancement des travaux sera communiqué via les groupes de travail à la Direction du projet et au Copil « Plateformes Numériques ».

Article 9 - Confidentialité

Les Parties qui, à l'occasion de l'exécution de la présente convention, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement de leurs services, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendu publics.

Chaque partie avise ses personnels des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à eux pour l'exécution de la présente convention. Elles doivent s'assurer du respect de ces obligations.

La violation grave des obligations de confidentialité par l'une ou l'autre des parties pourra entraîner la résiliation de la convention.

Article 10 - Communication

La communication générale du projet relève de la Direction du projet. L'établissement peut en outre communiquer sur le projet ou sa contribution au projet mais uniquement en interne.

Article 11 - Responsabilité

Les parties garantissent que, dans la conduite du projet, elles respecteront l'ensemble des normes et législations en vigueur.

Chaque partie reconnaît qu'elle a pris toute disposition pour couvrir sa responsabilité au titre du contrat et notamment afin d'éviter toute revendication à l'égard de tiers.

Article 12 - Propriété intellectuelle

Conformément à la convention d'objectifs et de moyens susvisée, les solutions numériques à venir doivent à *minima* :

- respecter le droit d'auteur pour toute documentation technique et fonctionnelle produite pouvant être qualifiée d'œuvre de l'esprit, tout en autorisant leur libre diffusion sur internet, même de façon non-exclusive, en conformité avec le droit d'auteur français et en appui sur l'une des deux licences suivantes :
 - la licence Creative Commons « CC BY NC SA »
 - la licence Creative Commons « CC BY SA »
- respecter le principe de recours prioritaire aux logiciels libres tel que prévu par le Code de l'éducation : tous les développements informatiques effectués dans le cadre de ces projets seront réalisés en opensource avec licence permissive, dans les conditions encadrées par la loi pour une République numérique, permettant une large diffusion et utilisation de ces codes à la communauté universitaire et au-delà.

Article 13 - Garantie

L'établissement garantit qu'il n'intégrera pas dans le(s) périmètre(s) fonctionnel(s) et les livrables associés de sous-programmes préexistants ou tout code sur lesquels il ne détiendrait pas les droits.

L'établissement s'engage à intervenir contre toute revendication effectuée par un tiers à quelque titre que ce soit.

Article 14 - Résiliation

En cas d'inexécution par l'une des Parties de l'une quelconque de ses obligations au titre des présentes, l'autre Partie pourra, dans un délai de 3 mois suivant l'envoi par lettre recommandée avec accusé de réception d'une mise en demeure restée infructueuse, résilier le présent accord de plein droit, sans formalité judiciaire et par l'envoi, à l'autre Partie, d'une lettre recommandée avec accusé de réception, et ce sans préjudice d'une éventuelle action en dommages et intérêts.

L'exercice de cette faculté ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

En cas de résiliation, les sommes dues par chacune des parties au titre de la présente seront calculées en fonction des travaux déjà effectués et des montants définitivement engagés à la date de résiliation du contrat sur présentation des justificatifs correspondants.

Article 15 - Dispositions diverses

15.1. Intégralité des clauses

La présente convention remplace toute convention antérieure écrite ou orale entre les parties portant sur le même objet et constitue l'accord entier des parties sur le projet. Toute modification de la présente doit être constatée par voie d'avenant contresigné par l'ensemble des parties.

15.2. Renonciation

La renonciation par l'une ou l'autre des parties à l'exécution d'une quelconque disposition du contrat n'emporte pas la renonciation à l'exécution des autres obligations.

15.3. Indépendance des co-contractants

La présente convention ne doit en aucun cas être interprétée comme une relation d'association ou une société, même créée de fait, entre les parties.
Chacune des parties doit être considérée comme un co-contractant indépendant.

15.4. Litiges

Pour toute contestation qui s'élèverait entre les parties, relatives à l'interprétation, ou à l'exécution de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable.

Tout contentieux serait soumis au Tribunal administratif de Paris.

Fait en deux exemplaires originaux, à Avignon le

Signature des Parties

Pour l'établissement,
Son président,
Philippe ELLERKAMP

Pour le GIP FUN,
La Directrice
Catherine MONGENET